

Extrait du plan cadastral informatisé

Données foncières valides au 01/01/2025
Données cartographiques valides au 01/01/2025
Document créé le 26 août 2025

Fond de plan origine DGFIP - Reproduction interdite

Les informations contenues dans ce document sont réservées à l'usage personnel du demandeur (art L107 B du livre des procédures fiscales). Vous ne pouvez pas communiquer d'informations à caractère personnel à des tiers sans accord express des personnes concernées par ces données (chap II art 13, loi Informatique et Libertés de 1978 modifiée 2004). Les informations contenues dans ce document sont les plus à jour dans la mesure des capacités des responsables du logiciel à les maintenir à jour.

PRADELLES

Parcelle cadastrale 430154000AC0010

LE ROCHER DE LA FAGETTE

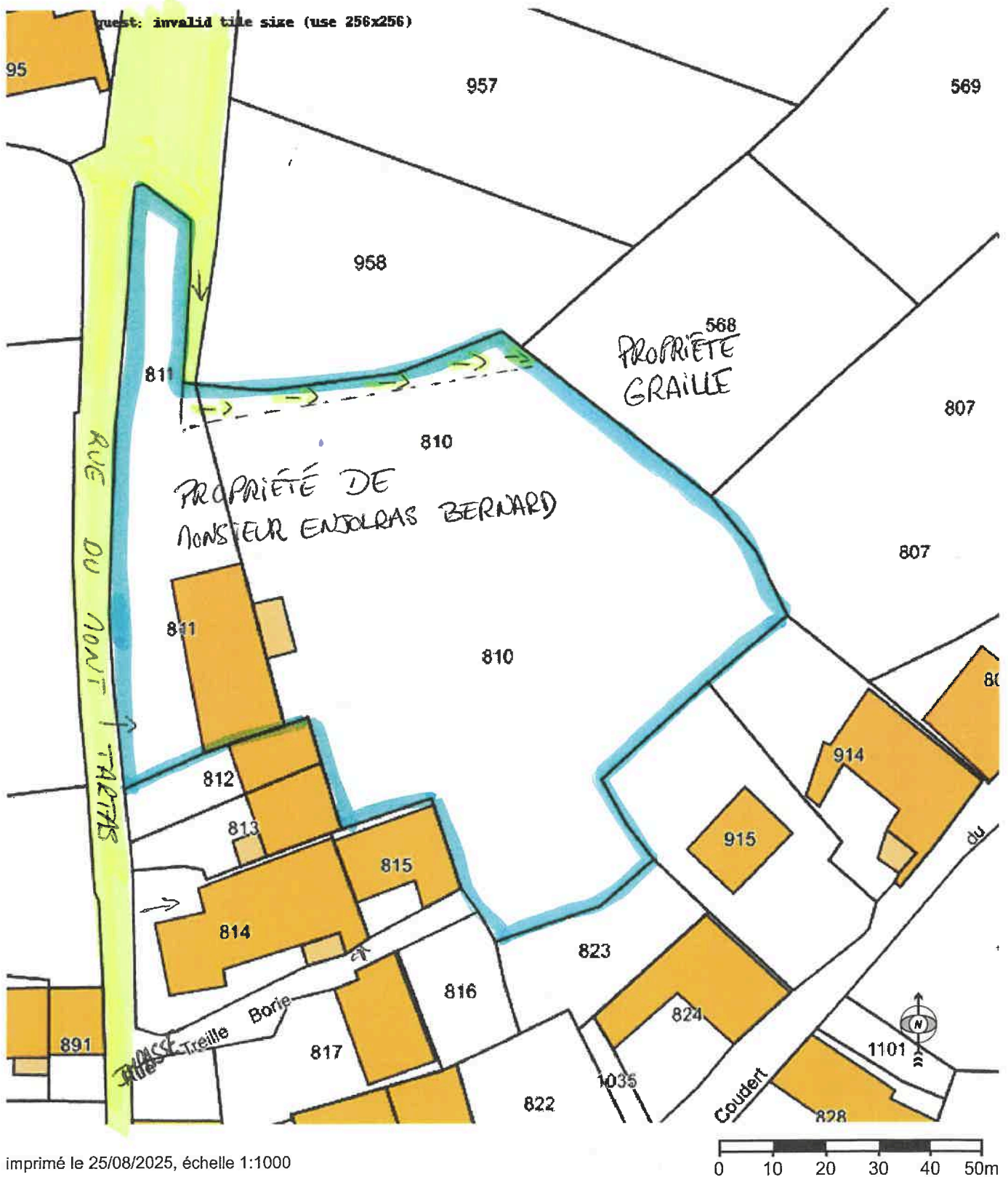
section	parcelle	code de la voie	contenance DGFIP
AC	10	B066	8717



Un service du CRAIG

0BS N° 6218

C17

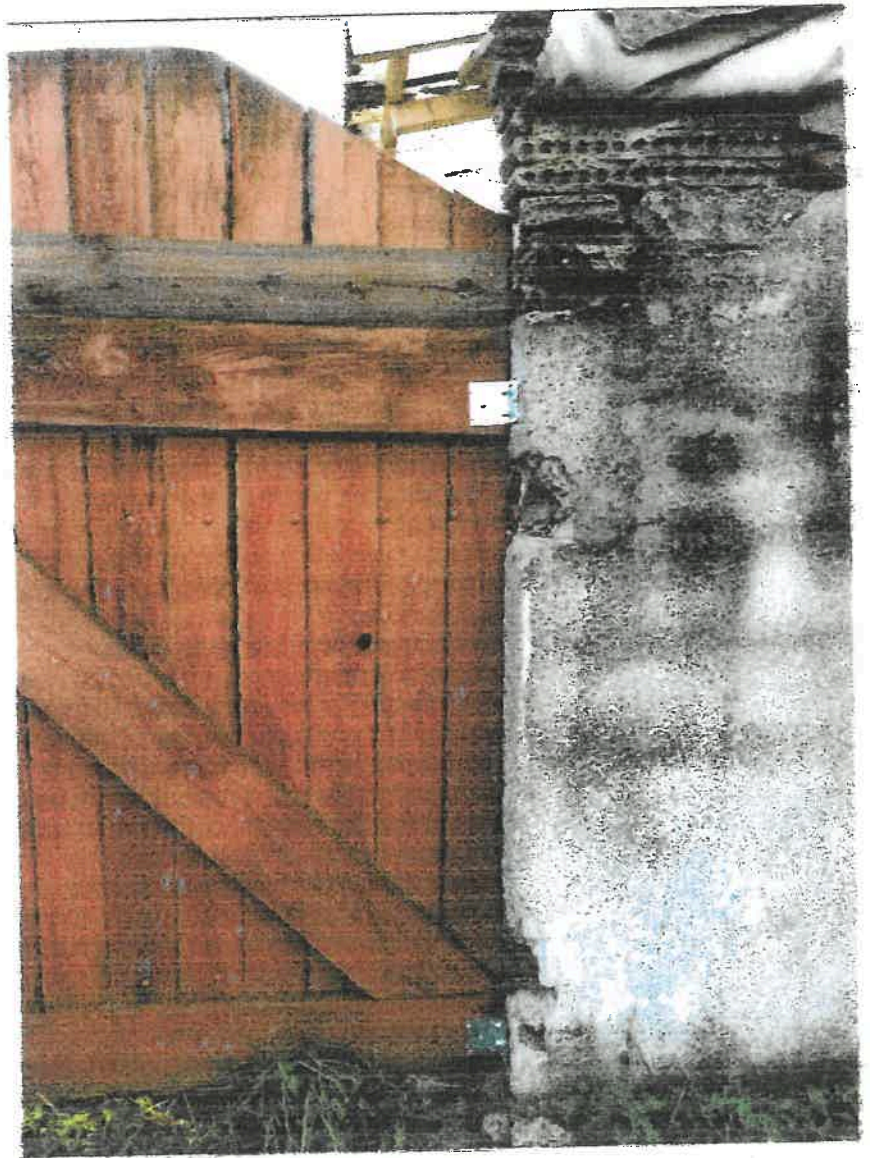




26/11/2020 OBS 107

26/11/2020

OBS N°7



21.08.2025

RIEU Denis

176 rue de la Gazelle

43420 ST Paul de Tartas

CLC

N° Le commissaire enquêteur

Habitant à ST Paul de Tartas, je suis propriétaire foncier, agriculteur N° Parcage : 043025005.

j'utilise un bien de commune pour stocker mon bois de chauffage depuis 1992 sur cet emplacement avec l'autorisation de M^r Reynaud Pierre maire de l'époque.

Beaucoup de gens sur la commune en utilisent aussi aux abords des villages. j'utilise comme indiqué le "soit disant délaissé de voirie V66 non entretenu" rue de l'azél, il n'est pas stipulé qu'il y a un tas de bois.

La Municipalité essaie de me dégager de cette manière et seulement moi, pourtant il y a pas mal de personnes dans le même cas que moi.

Il y a un même délaissé à côté de ma maison que est au 176 rue de la gazelle. ce délaissé est en bordure de la route des Pages (photo jointe) il n'est pas du tout entretenu, il n'y a aucun obstacles ou autre. un autre délaissé rue de la chabonne (photo jointe) la aussi pas entretenu, il y a un dépôt de bois et divers matériel agricole, alors si pas concerné non plus. un autre délaissé en face du 179 rue du mont tartas (photo jointe) il y a un dépôt de bois et de alvite à bûches, la aussi pas concerné. Tout ces cas ne sont que quelques exemples que sur

le village de St Paul.

Nous sommes tous propriétaires foncier, nous payons des impôts foncier et autre, pour mon cas je suis le seul agriculteur qui n'exploite pas de terre agricole communales, comme tout agriculteur s'en voit attribué selon son exploitation.

Depuis 2021 je ne cesse de demander à cette municipalité de m'octroyer des parcelles selon mon exploitation, mais toujours rien alors que encore le 22 Aout 2025 cela a été demandé en réunion de conseil.

Le fait que j'utilise on veut me le supprimer, si cela n'est pas de l'acharnement, je n'y comprend rien.

En conclusion je conteste le projet de désaffectation et du déclassement d'une partie du délaissé de route VC6 rue de l'azul.

que tous les délaissés cités et autres soient déclassés aussi, mais non pas seulement celui où je stocke mon bois. M^r Le Maire avait déjà essayé en 2021 de faire la chasse aux tas de bois, s'étant mis la population a dos (article l'éveil du 07.07.2021 "stockage de bois fait débat").



C12



Deloussi VC6 rue de l'argil

cl2



Maison au 176 rue de la gazelle
Delaissé route des Foyers

C12



Delaisé rue du mont tartas



Délaissé rue de la charbonne

GRAILLE Bruno

2 rue de la Gazelle

43420 SAINT PAUL DE TARTAS

Le 23 août 2025

À l'attention de :

Monsieur le Commissaire Enquêteur

Enquête publique – Déclassement d'un
délaissé de voirie

Objet : Observations dans le cadre de l'enquête publique sur le déclassement d'un délaissé de voirie – Demande de maintien d'un droit de passage

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Dans le cadre de l'enquête publique relative au **déclassement d'un délaissé de voirie situé Impasse de la treille**, je me permets de vous adresser la présente afin de faire valoir mes observations et réserves.

Je suis propriétaire de la parcelle cadastrée **568**, laquelle est **enclavée** et **ne dispose d'aucun accès direct à la voie publique** hormis par le délaissé de voirie concerné par le déclassement.

Cet accès constitue **l'unique chemin d'accès me permettant d'entretenir et d'exploiter ma parcelle**. Le déclassement, s'il n'est pas assorti d'une mesure de maintien du droit de passage, compromettrait gravement l'usage normal et légitime de ma propriété.

Je sollicite donc que, dans le cadre du déclassement envisagé, **le maintien d'un droit de passage à mon profit soit expressément prévu**, de manière permanente, afin de garantir l'accès à ma parcelle enclavée conformément aux dispositions des articles 682 et suivants du Code civil.

Dans l'attente de votre prise en compte de cette observation, je vous prie d'agréer, Monsieur le Commissaire Enquêteur, l'expression de mes salutations distinguées.



M. ENJOLRAS Bernard et Philippe

Le 23 août 2025

96 Rue de Tartas

43420 SAINT PAUL DE TARTAS

À l'attention de :

Monsieur le Commissaire Enquêteur

Enquête publique – Déclassement d'un
délaissé de voirie

**Objet : Observations dans le cadre de l'enquête publique sur le déclassement d'un délaissé
de voirie – Demande de maintien d'un droit de passage**

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

À la suite de mon entretien du 12 août 2025, je souhaite revenir vers vous afin de confirmer les éléments abordés.

Tout d'abord, je tiens à préciser que le chemin rural communal, situé rue Treille Borie, n'est pas une impasse, comme le confirment le plan cadastral et les coordonnées GPS. Il s'agit d'un droit de passage et de servitude permettant aux riverains Enjolras et Graille de circuler, il part sur la droite, rue de Tartas, large de 7 mètres, et traverse les parcelles 814 et 817 appartenant à M. Soulier Jean (père de Mme Marie-Laure Mugnier, maire de Saint-Paul de Tartas). De plus ce passage ne mène pas à la maison en ruine Chapel (n°823 et 915), comme précisé sur le plan ci-joint.

Comme vous l'avez constaté avec Madame Graille et moi-même sur le terrain le 12 août à 17h. Ce passage permet d'accéder grâce au portail mobile coulissant à ma parcelle (qui est loué à un agriculteur et qui ne peut pas l'exploiter car la famille GOURGEON ferme cette entrée) et dessert également la parcelle 567 de M. Bruno Graille (parcelle enclavée).

Le Défenseur des droits, M. Guy LACHAMP, représentant de la Préfecture, a adressé une lettre à Madame le Maire afin d'intervenir concernant ce passage communal et demander que le portail soit laissé ouvert pour permettre l'accès aux riverains Enjolras et Graille. A ce jour, pas d'évolution de ce côté-là.

Je souhaite préciser que ce passage est tout à fait carrossable et utilisé (voir ci-joint le constat réalisé le 17 mai 2021 par un huissier du Puy en Velay).

Le 05 mars 2025, la délibération 2025-02 portant sur le déclassement de délaissés de voiries communales et de chemin ruraux mentionne « **qu'une partie de la VC 13U, actuellement en impasse, est inaccessible en camion et non entretenue** ».

2)

Je tiens à vous informer qu'un camion de matériaux Chausson, en provenance de la zone industrielle de Brives Charensac, livre chaque semaine le chantier Soulier (parcelle 817). De plus, une entreprise de maçonnerie intervient régulièrement sur le site. Le 7 août dernier, un camion de bois est passé entre les parcelles 815 et 816 pour livrer.

Le sujet du déclassement de la voirie a été évoqué lors de la réunion publique organisée par Madame le Maire le 8 août dernier. M. Bernard JALLAT, conseiller municipal, a indiqué qu'une fois la rue classée dans le domaine privé de la commune, elle serait mise en vente et pourrait être achetée par l'un des riverains. Cette vente de l'accès risquerait de compliquer davantage le droit de passage pour M. Graille et moi-même.

Les municipalités précédentes ont refusé le classement dans le domaine privé de la commune et la vente de cet accès pour permettre aux riverains (M.ENJOLRAS et M. GRAILLE) d'accéder à leurs parcelles.

Les arguments en faveur du déclassement de cette voirie me semblent quelque peu trompeurs. En effet, cet accès n'est pas abandonné, il ne s'agit pas d'une impasse mais bien d'une rue, et il reste accessible aux tracteurs et aux camions.

C'est pourquoi je sollicite de ne pas déclasser cette voirie et de garder un droit de passage permanent (à vie), afin de garantir l'accès à ma parcelle, conformément à l'article 682 du Code civil.

Dans l'attente de votre prise en compte de ces observations, je vous prie d'agréer, Monsieur le Commissaire Enquêteur, l'expression de mes salutations distinguées.



DE-TARTAS

Limite de
parcelle entre
811-810

Parcelle 810
ENTOLVAS

Loué à M. Germain
Michel

568

807
808

Lac

809

LE DELAY
du 10 Mars 1914
L'UY EN VELAY

Croix +

805

Nation

825

826

828

Coudert

Chapel
Rivine

824

823

1035
822

GOURGON
816

815
GOURGON

814
Soulier

Rue
Treille
Borie

Soulier

817

819

820

962

961

du

Rue
de

de
Tartas

Parcelle 811
ENTOLVAS

Now. Louée
ENTOLVAS

DÉPARTEMENT de la HAUTE-LOIRE

MAIRIE

DE

SAINT-PAUL-DE-TARTAS

43420

Tél. 71.00.81.44

Heures d'ouverture :
Lundi, jeudi, vendredi
de 9 h à 11 h - 13 h 30 à 16 h



214
le 27 Mars 2000

Le Maire de St Paul de Tartas

à

Monsieur ENJOLRAS Bernard
17 Rue du Ruisseau
43700 Brives Charensac

Monsieur,

En réponse à votre courrier du 23 Mars 2000, concernant la vente de la maison appartenant à Monsieur LOISON, je vous informe que s'agissant d'un chemin rural il ne peut en aucun cas être fermé afin d'accéder aux parcelles qu'il dessert. Le nouveau propriétaire sera également informé de cette situation.

Veillez croire, Monsieur, à ma haute considération.

Le Maire,
N. BOYER



Séance du jeudi 26 juillet 2018

Date de la convocation: 21/06/2018

L'an deux mille dix-huit et le vingt-six juillet l'assemblée régulièrement
convoquée, s'est réunie sous la présidence de Michel ADAM,

Membres en exercice :

9

Présents : 8

Votants : 9

Présents : Michel ADAM, Fabrice GRANOUILLET, Christine
FORESTIER, Jean-Marc CHANIAL, Bernard JALLAT, Danielle
DELHOMME, Annie PRADES, Sabrina HAMMOUDI

Représentés : Jean-Pierre RASTOLL

Excusés :

Absents :

Christine FORESTIER

Secrétaire de séance :

**Objet: Demande d'achat d'une partie de chemin communal de la part de Mme
GOURGEON Andrée - DE_2018_024**

Monsieur le Maire donne lecture du courrier déposé par Madame Andrée GOURGEON
propriétaire des parcelles A 815 et A 816 et dont une voirie communale (chemin) les sépare
(terrain d'agrément de son habitation).

Madame Andrée GOURGEON souhaite acquérir cette partie (voirie communale) de 39.00 m2
environ afin que ces parcelles soient d'un seul lot.

**Le conseil municipal, après en avoir délibéré et par 8 Voix Contres (dont 1 Procuration)
et 1 Voix d'Abstention décide :**

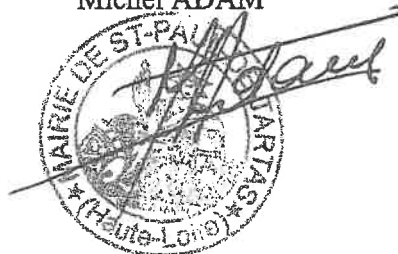
REFUSER la vente de cette parcelle (voirie communale entre la A815 et A816) à Madame
Andrée GOURGEON pour une contenance de 39.00 m2 environ..

PRECISE que ce chemin communal est un accès à la parcelle A 810 qui ne peut se faire que
par cette voie et de ce fait ne peut être condamné par n'importe quel moyen.

Pour extrait conforme,
Fait et délibéré les jour, mois et an sus dit



Le Maire,
Michel ADAM



Le jeu. 3 déc. 2020 à 17:02, DelDDD43 - LASCHAMP Guy
<guy.laschamp@defenseurdesdroits.fr> a écrit :

Madame le Maire,

J'ai été saisi par l'un de vos administré, monsieur ENJOLRAS Bernard domicilié à Brives Charensac 17 rue du ruisseau qui souhaite que vous fassiez appliquer la législation sur les chemins communaux en demandant à la propriétaire des parcelles 815 et 816 (madame GOURGEON) de bien vouloir enlever la barrière qui obstrue le chemin communal qui depuis la rue de Tartas permet à monsieur ENJOLRAS d'accéder à sa parcelle n°810

Non seulement la barrière empêche le passage, mais elle enclave la parcelle 810.

Cette barrière comme le montre les photos que vous fait parvenir monsieur ENJOLRAS est scellée

Une marquise récemment construite déborde de 90 cms environ et gênera en outre le passage de tracteur sur le chemin rural une fois la barrière ôtée.

Je vous joins le document émit par votre prédécesseur en date du 26 juillet 2018 qui précise sans discussion que "le chemin communal entre la Parcelle A815 et A816 ne peut être vendue à la Madame GOURGEON et que le chemin communal ne peut-être condamné car il est l'accès à la parcelle A810

Je vous remercie par avance de votre intervention.

Je vous prie d'agréer, Madame le Maire, l'expression de mes respectueuses salutations.

Guy LASCHAMP

SCP Géraldine DURAND Christophe DELAY

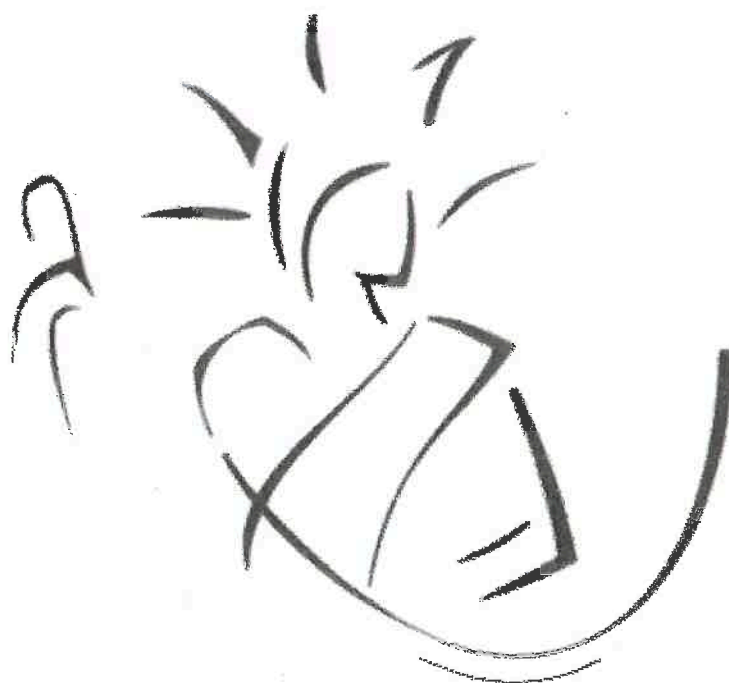
Huissiers de justice associés

7 Place Michelet

43000 LE PUY EN VELAY

PROCES-VERBAL DE CONSTAT

Compétence nationale



Téléphone : 04 71 09 54 91

Mail : durand.pellegrin.delay@orange.fr

Site Internet : <https://huissier-auvergne.com/>

PROCES VERBAL DE CONSTAT

LE DIX SEPT MARS DEUX MIL VINGT ET UN

A la requête de :

Monsieur **ENJOLRAS Bernard, Louis, Emile**, retraité, né le six avril mil neuf cent quarante (06.04.1940) à **SAINT PAUL DE TARTAS (43420)**, de nationalité française, demeurant et domicilié 17 Rue du Ruisseau 43700 **BRIVES CHARENSAC** - pris en sa qualité d'usufruitier des biens et droits immobiliers figurant au cadastre de la commune de **SAINT PAUL DE TARTAS (43420) SECTION C** numéros de plans 810 et 811.

Lequel m'expose ce qui suit :

Qu'il a la propriété démembrée - en l'occurrence l'usufruit - avec son fils Monsieur **ENJOLRAS Philippe, Bernard** né le vingt deux décembre mil neuf cent soixante quatre (22.12.1964) à **SAINT ETIENNE (42)** ayant quant à lui la nue-propriété, d'un tènement immobilier affecté à son usage de résidence secondaire sis sur le territoire de la commune de **SAINT PAUL DE TARTAS (43420)** Rue de Tartas et figurant au cadastre de ladite municipalité sous les relations **SECTION C** numéros de plans 810 et 811;

Qu'à sa connaissance, l'accès à la parcelle cadastrée SECTION C numéro de plan 810 a toujours été assuré via un Chemin Rural figurant au cadastre de la commune de SAINT PAUL DE TARTAS (43420) sous la désignation de «Rue Treille Borie»;

Que cette voie de desserte parfaitement carrossable passe notamment entre les fonds SECTION C numéros de plans 815 et 816 des époux GOURGEON Roger et Andrée pour déboucher sur l'aspect OUEST de sa parcelle SECTION C numéro de plan 810;

Que les époux GOURGEON Roger et Andrée tentent de s'approprier l'assiette de cette «Rue Treille Borie» de manière à mettre fin à l'état de division de leur propriété se composant de deux parcelles distinctes entrecoupées par cette fameuse voie de desserte (815 édifiée de leur maison d'habitation à l'aspect NORD et 816 à l'aspect SUD);

Qu'ils ont ainsi - à dessein - scellé un portail positionné à l'extrémité EST de la «Rue Treille Borie» dans sa zone de jonction avec sa parcelle SECTION C numéro de plan 810 de manière à empêcher toute possibilité d'accès et d'usage de la desserte conforme à la destination du fonds à desservir;

Qu'il convient d'ailleurs de préciser - qu'outre cette desserte de la parcelle SECTION C numéro de plan 810 dont il a l'usufruit - cette «Rue Treille Borie» permet également en enfilade de desservir une parcelle agricole jouxtant l'aspect NORD - NORD EST du fonds 810 et quant à elle cadastrée commune de SAINT PAUL DE TARTAS (43420) SECTION C numéro de plan 568;

Que le fermier exploitant ladite parcelle se trouve ipso facto parfaitement entravé dans sa possibilité d'usage de son bien rural de manière conforme à sa destination;

Qu'en outre, au-delà de cette problématique de blocage de portail, il déplore également l'installation d'une marquise en façade à l'aspect SUD de la maison des époux **GOURGEON** surplombant la «Rue Treille Borie» de nature à impacter l'étendue de son assiette et de sa hauteur utile;

Que malgré des tentatives réitérées de résolution amiable de la situation, les époux **GOURGEON** Roger et **Andrée** se refusent à tout dialogue et persistent dans leurs agissements;

Que dans ce contexte et dans la perspective de la mise en œuvre d'une action judiciaire, il a le plus grand intérêt à se ménager la charge de la preuve et à faire constater la réalité de la situation déplorée par huissier de justice;

Qu'il requiert donc mon concours à cet effet et que, du tout, il soit dressé procès-verbal de constat pour servir et valoir ce que de droit;

Déférant à cette réquisition;

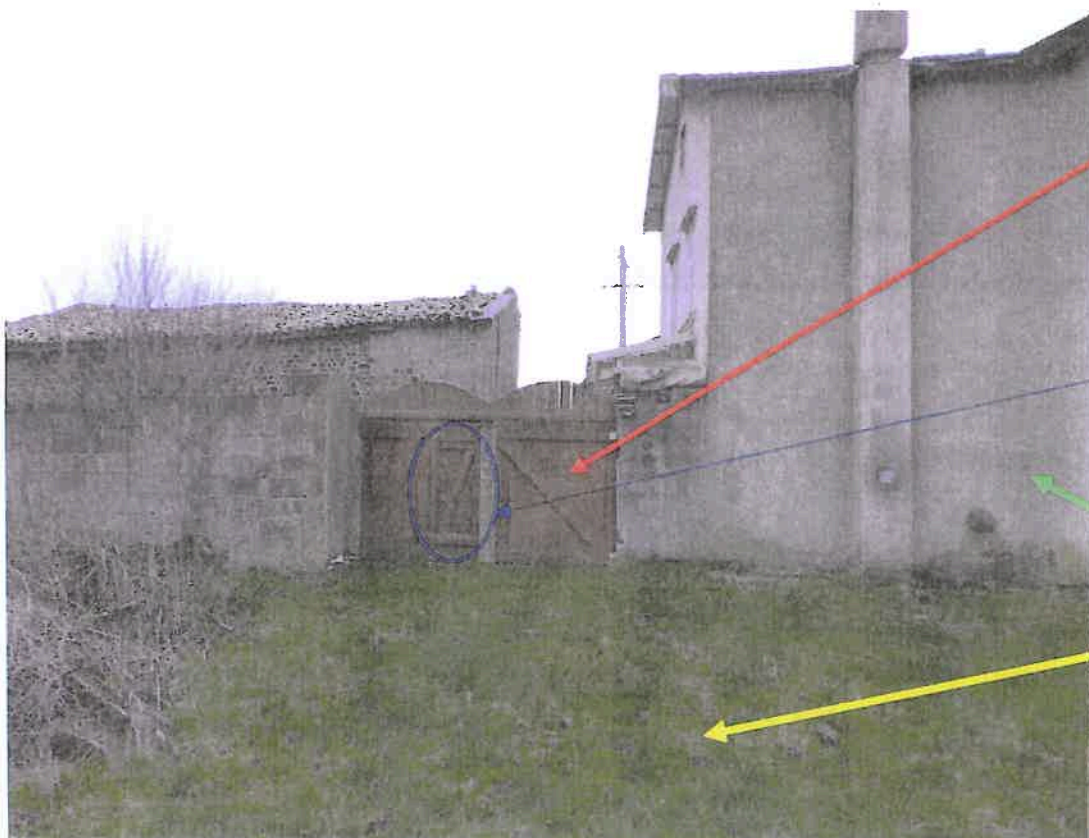
Je soussigné, **Christophe Frédéric DELAY**, huissier de justice membre de la Société Civile Professionnelle **Géraldine DURAND**, **Christophe DELAY**, huissiers de justice associés, dont le siège social est fixé 7 Place Michelet 43000 LE PUY EN VELAY;

Me suis rendu ce jour mercredi dix sept mars deux mil vingt et un (17.03.2021) à partir de 16 Heures 30 sur le territoire de la commune de **SAINT PAUL DE TARTAS** (43420) sur le site d'implantation du tènement immobilier de Monsieur **ENJOLRAS Bernard, Louis, Emile** et de son fils Monsieur **ENJOLRAS Philippe, Bernard** figurant au cadastre de ladite municipalité sous les relations **SECTION C** numéros de plan 810 et 811.

Là étant, en la continuelle présence de mon requérant et de son fils, je procède aux constatations qui suivent en les illustrant par la prise de clichés photographiques.

Les deux premières prises de vues qui suivent réalisées à partir de la parcelle **SECTION C** numéro de plan 810 de mes requérants offrent une vision d'ensemble du fameux portail en cause.

Force est de constater que celui-ci se compose de deux battants dont celui de gauche dans le sens accès à la «**Rue Treille Borie**» se trouve aménagé d'un petit portillon permettant uniquement le passage d'homme.



Portail en cause dont les deux vantaux ont été fixés et comme tels insusceptibles d'être ouverts.

Petit portillon aménagé.

Immeuble **SECTION C** N° PLAN 815.

Parcelle 810.

Largeur du portail à deux vantaux de l'ordre de 2,90 mètres.

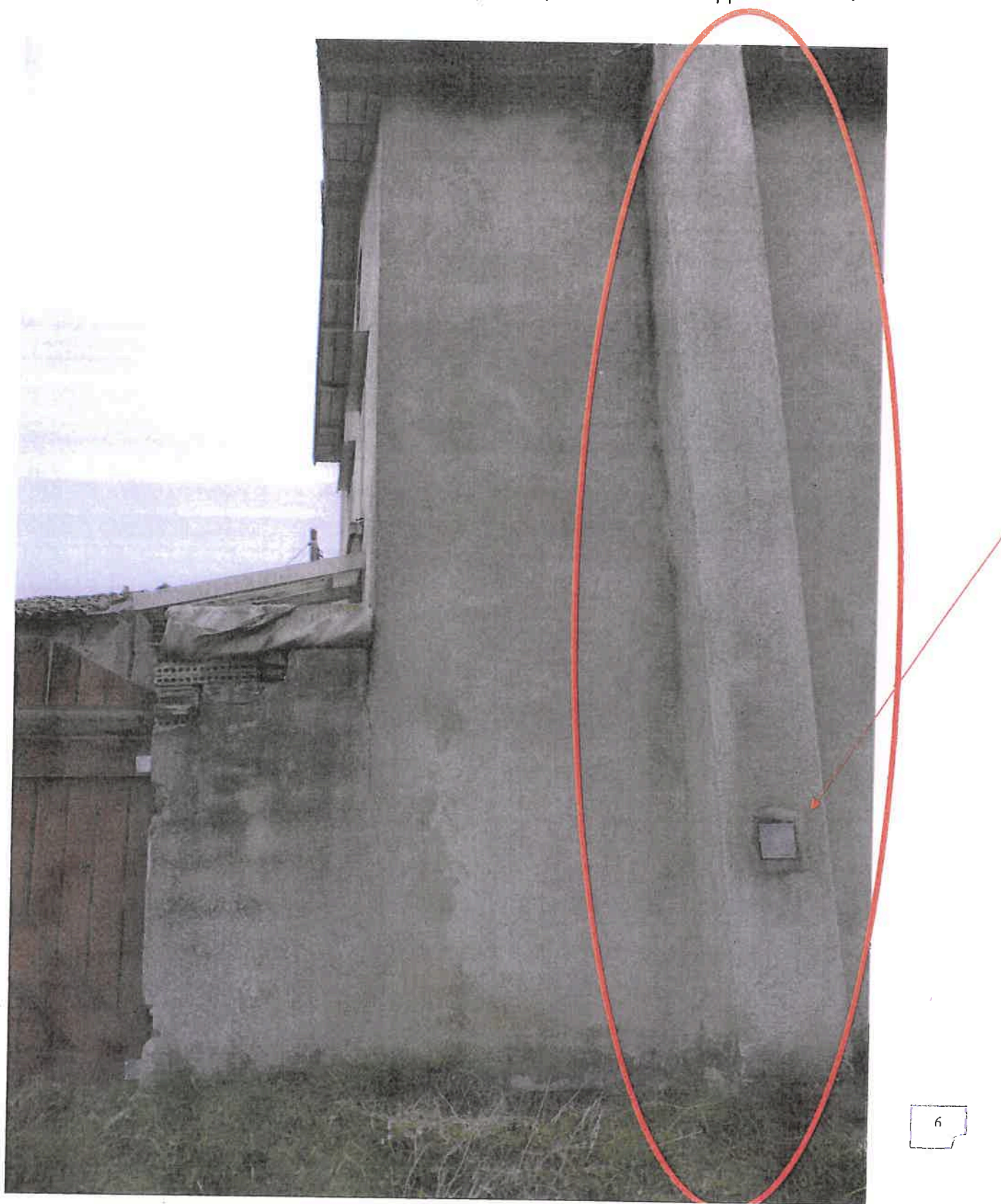
Largeur du petit portillon aménagé dans le vantail gauche sens accès à la «Rue Treille Borie» de l'ordre de 0,60 mètre.

Mur édifié sur l'assiette de la «Rue Treille Borie» d'environ 1,23 mètres et marquise surplombant l'assiette du passage.

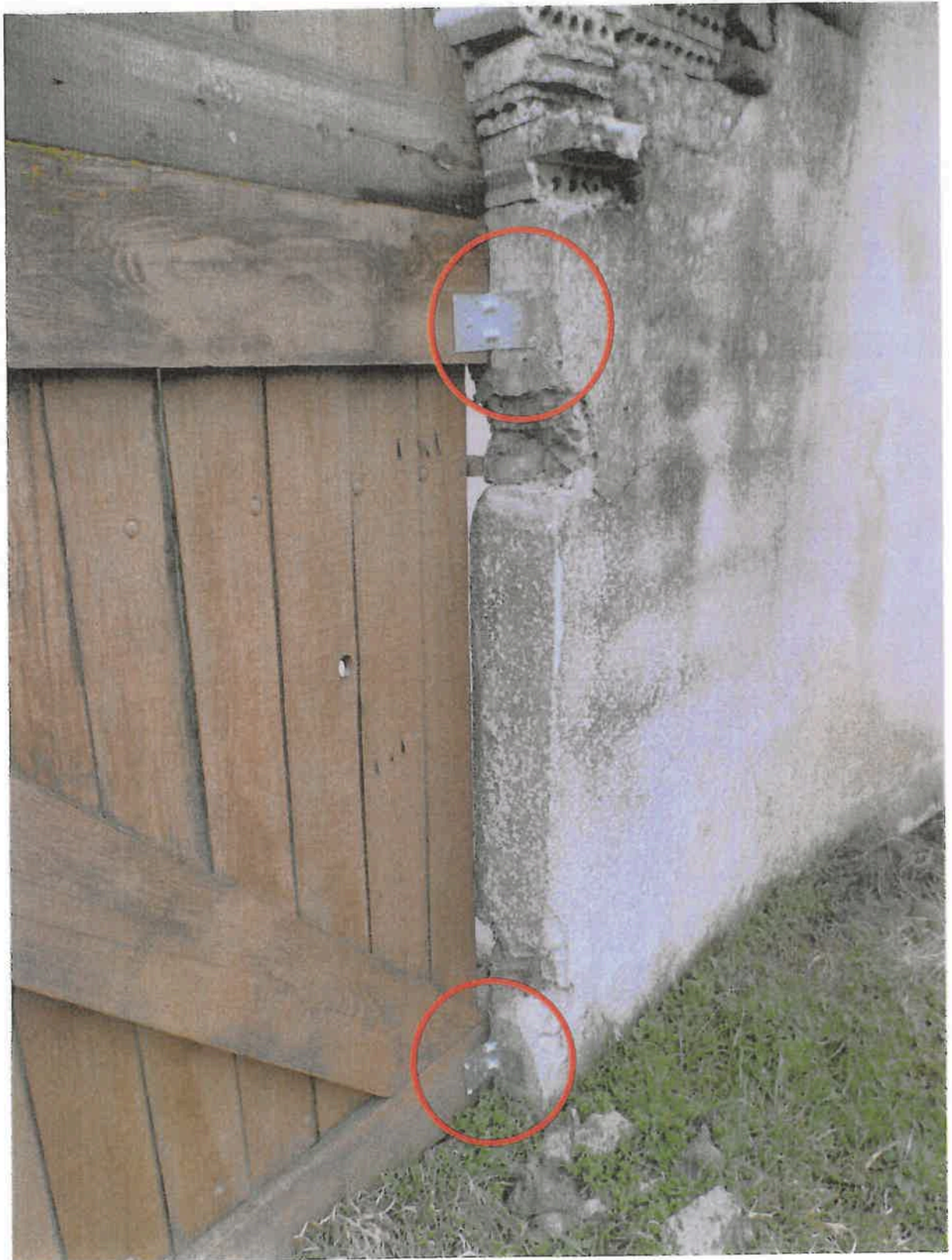


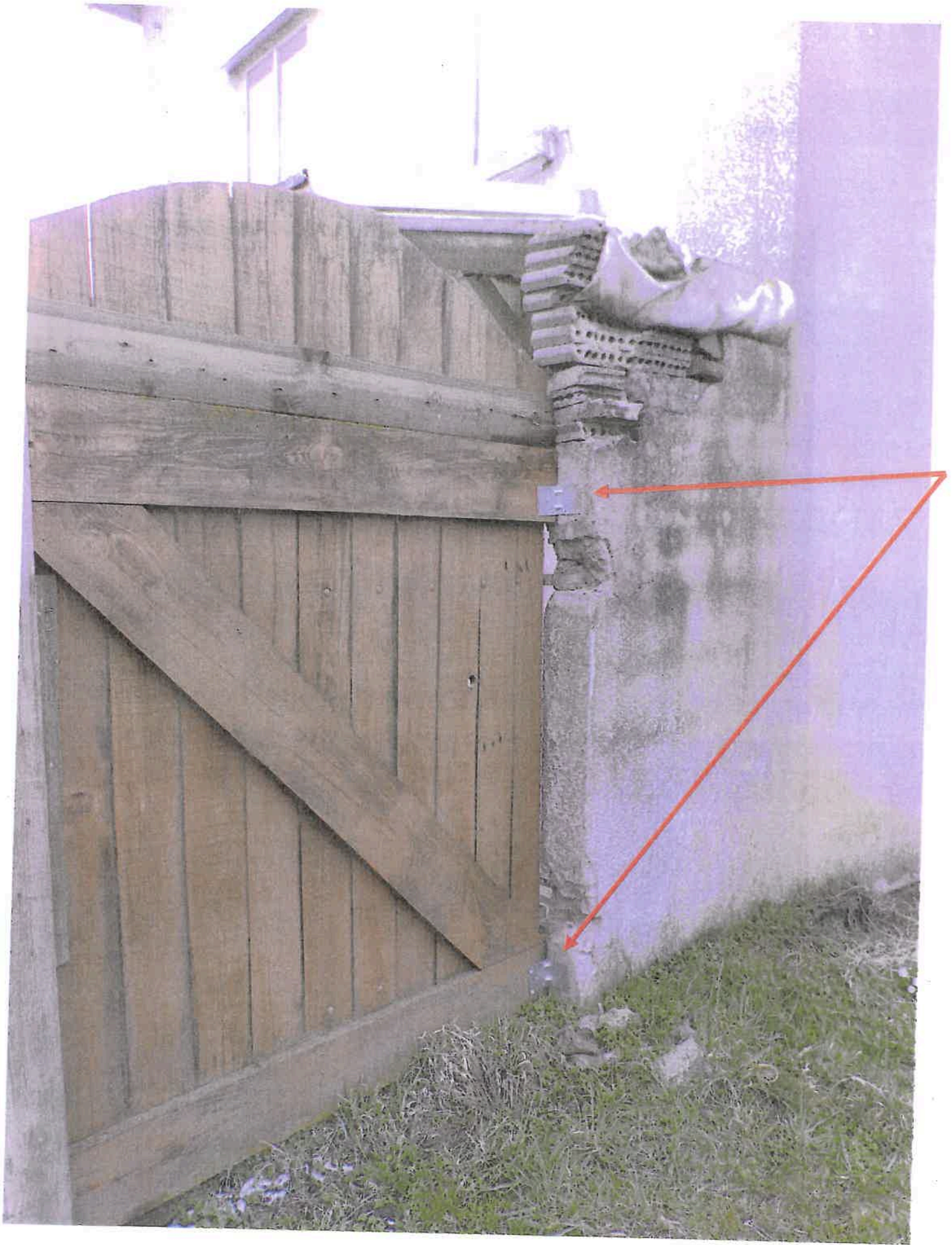
Force est également de constater la réalité de la présence - ainsi qu'en atteste sans équivoque la prise de vue ci-dessous insérée - d'un conduit de cheminée positionné sur la façade EST de l'immeuble bâti cadastré SECTION C numéro de plan 815 des époux **GOURGEON Roger** et **Andrée** surplombant et dépassant de manière saillante sur la parcelle SECTION C numéro de plan 810 de mon requérant.

Ce conduit de cheminée est par ailleurs pourvu d'une trappe de visite.



Visions rapprochées des éléments de scellement des vantaux du portail en cause empêchant leur ouverture.





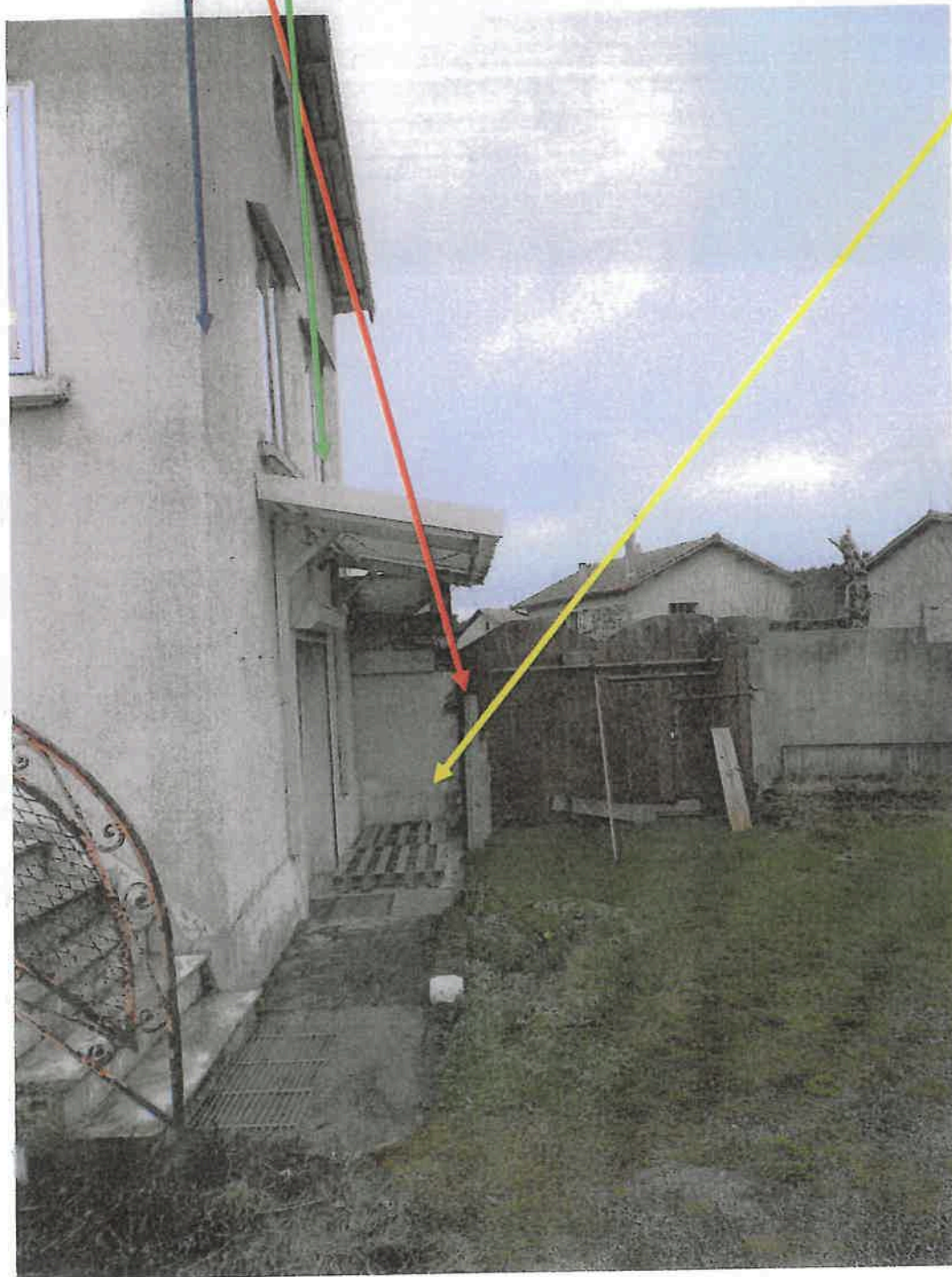
Ces constatations ainsi opérées côté fonds SECTION C numéro de plan 810 de mon requérant, je me transporte côté «Rue Treille Borie».

Immeuble d'habitation C 815.

Portail à deux vantaux censés ouvrir sur la parcelle SECTION C numéro de plan 810 de mon requérant.

Marquise surplombant l'assiette de la «Rue Treille Borie.»

Mur monté sur l'assiette de la « Rue Treille Borie.»





«Rue Treille Borie» et portail d'accès à la parcelle à deux vantaux à l'arrière-plan.



Force est de constater que cette «Rue Treille Borie» est parfaitement carrossable. Elle est parfaitement aménagée à cet effet.

Je constate qu'elle débouche directement, de manière sécurisée et parfaitement adaptée aux passages de véhicules terrestres à moteur sur la Rue dite de Tartas,

La largeur mesurée de cette voie de circulation est de l'ordre de 2,30 mètres dans la zone matérialisée sur le cliché photographique ci-dessus.





Telles sont mes constatations.

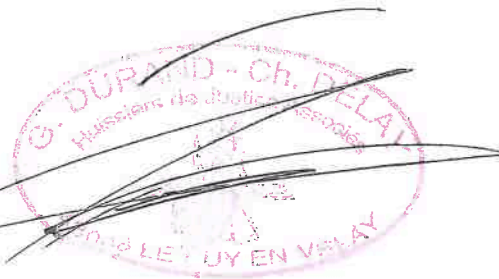
De tout ce que dessus, j'ai dressé le présent procès-verbal de constat pour servir et valoir ce que de droit.

Acte dressé par les soins de Me. **Christophe DELAY**.

Pièces annexées : extrait de plan cadastral - croquis et plans illustratifs communiqués par mes requérants - copies courriers de la Mairie de **SAINT PAUL DE TARTAS** (43420) des 27.03.2000 et 03.12.2020 ce dernier attestant de la réalisation de travaux de blocage des vantaux du chef des époux **GOURGEON**.

COUT DETAILLE

Rémunérations libres Ex Art. 16-I-2	292.33
Frais Déplacement Art. 18	7.67
<hr/>	
Total H.T	300.00
T.V.A. à 20.00 % Ex Art. 20-1	60.00
<hr/>	
TOTAL T.T.C.	360.00 euros



Département :
HAUTE LOIRE

Commune :
SAINT-PAUL-DE-TARTAS

Section : A
Feuille : 000 A 03

Échelle d'origine : 1/2500
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 05/05/2021
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC45
©2017 Ministère de l'Action et des
Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

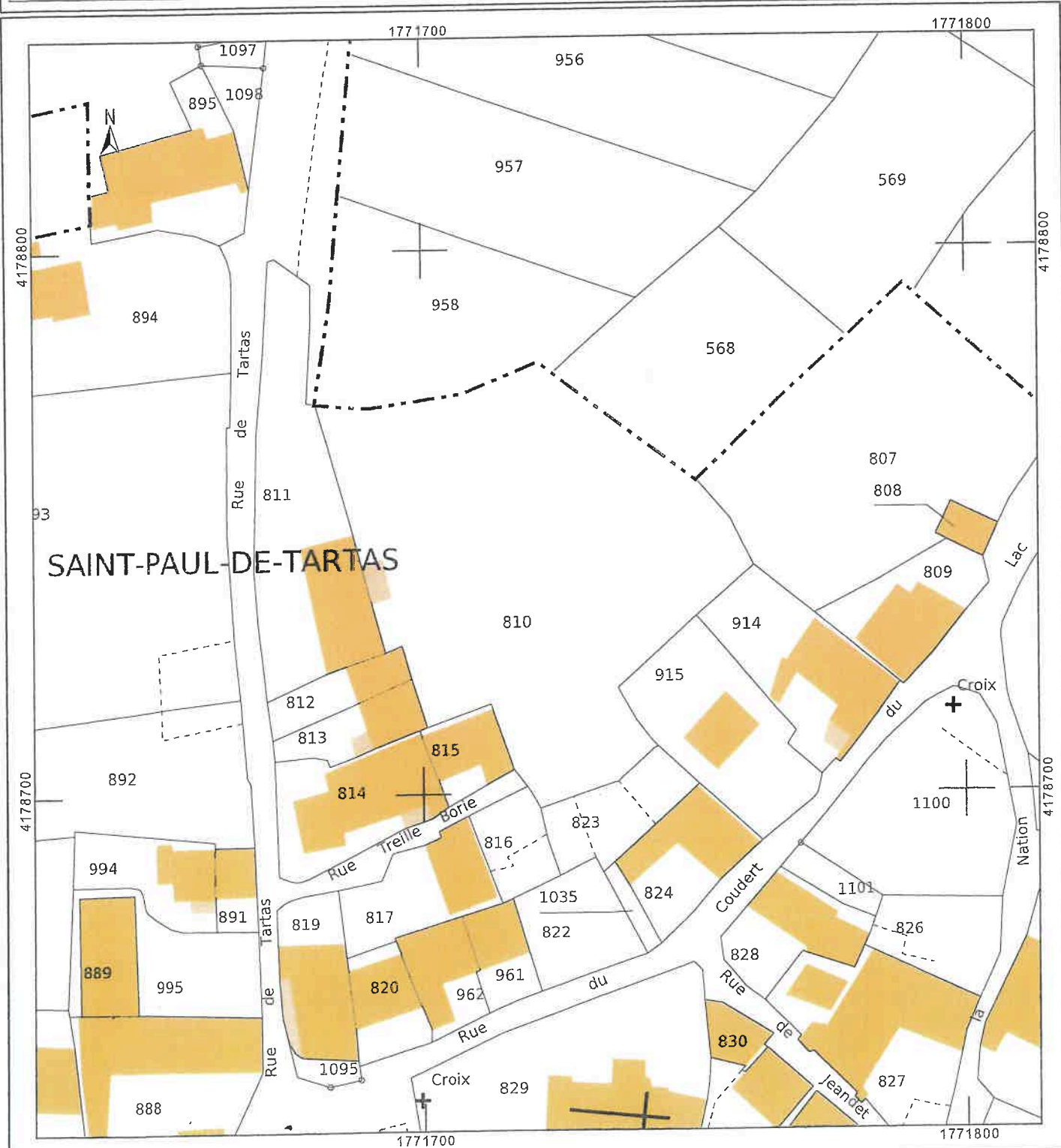
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

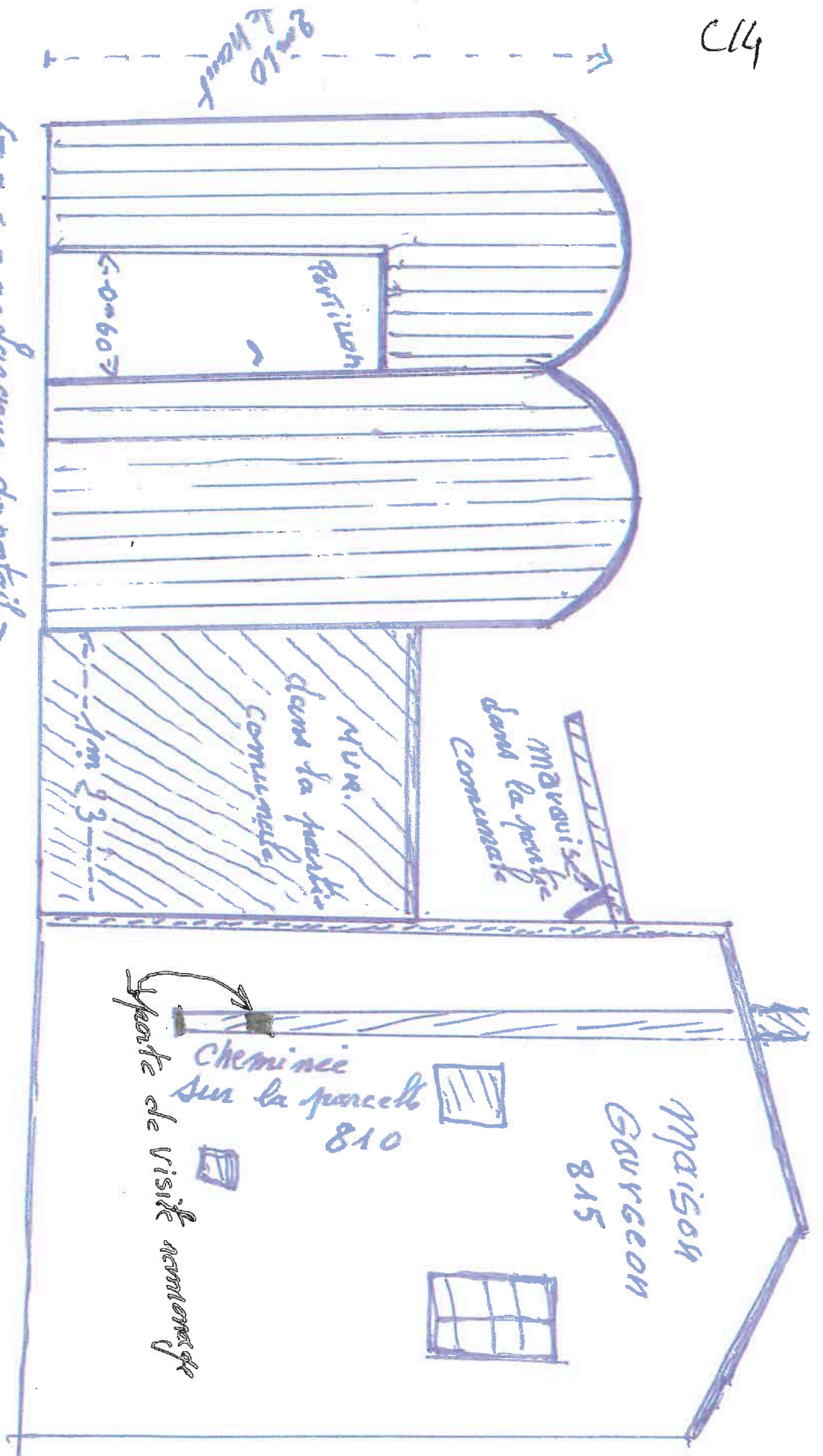


Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
Le Puy en Velay
1 Rue Alphonse Terrasson BP 10342
43012
43012 Le Puy en Velay Cedex
tél. 04 71 09 83 38 -fax 04 71 09 83 37
cdfp.le-puy@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



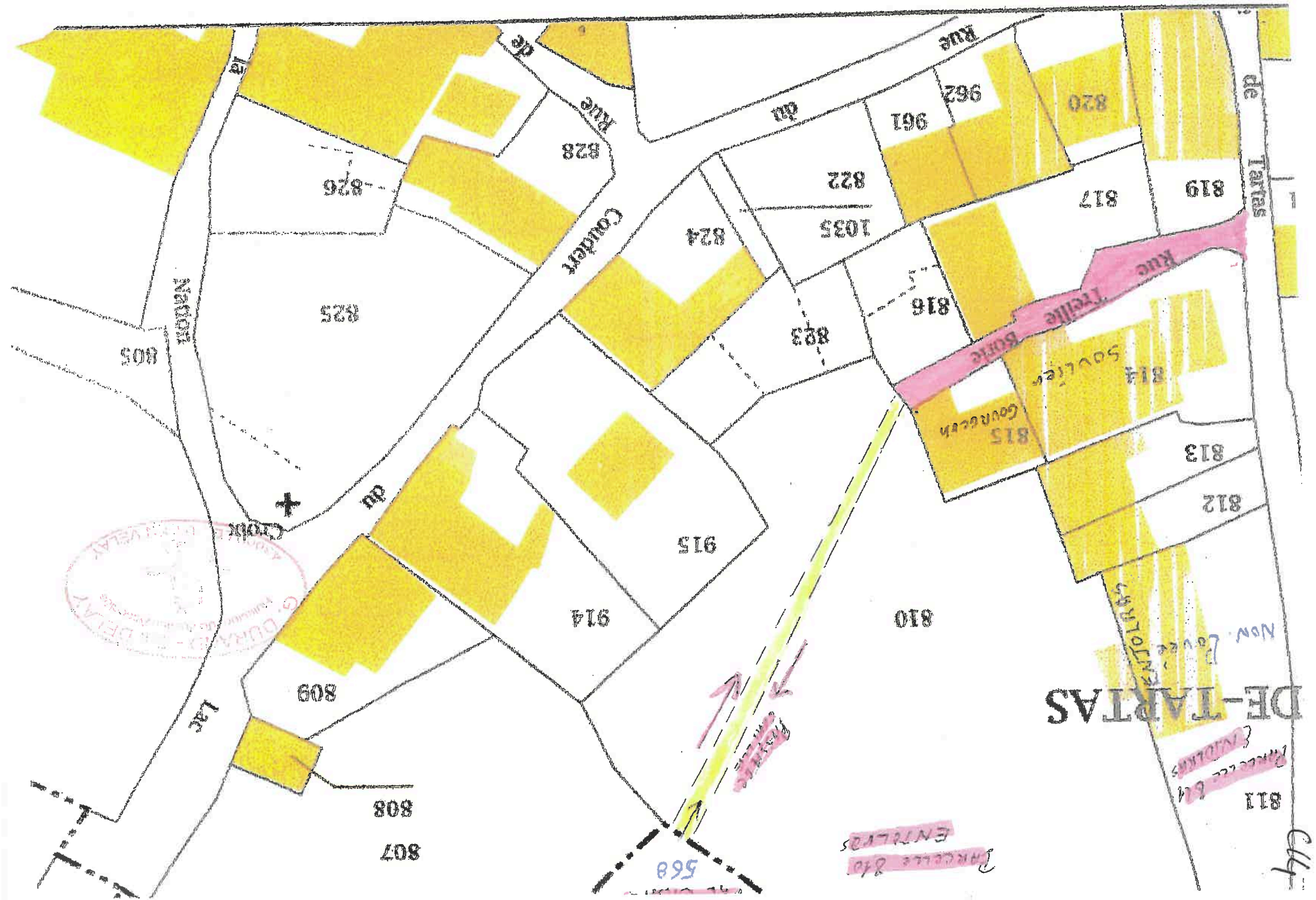


parcelles
10 -

← - - - - - danger du pontail - - - - -
Côté parcelle 810
Enjolvas 8m 90

Parcelle 810
M. Enjolvas 9m 90





DÉPARTEMENT de la HAUTE-LOIRE

MAIRIE

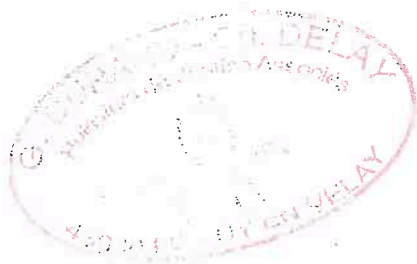
DE

SAINT-PAUL-DE-TARTAS

43420

Tél. 71.00.81.44

Heures d'ouverture :
Lundi, jeudi, vendredi
de 9 h à 11 h - 13 h 30 à 18 h



le 27 Mars 2000

Le Maire de St Paul de Tartas

à

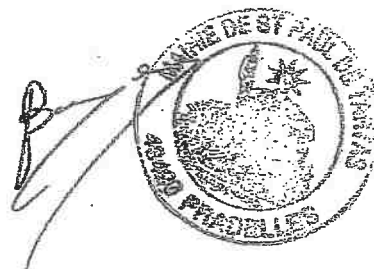
Monsieur ENJOLRAS Bernard
17 Rue du Ruisseau
43700 Brives Charensac

Monsieur,

En réponse à votre courrier du 23 Mars 2000, concernant la vente de la maison appartenant à Monsieur LOISON, je vous informe que s'agissant d'un chemin rural il ne peut en aucun cas être fermé afin d'accéder aux parcelles qu'il dessert. Le nouveau propriétaire sera également informé de cette situation.

Veillez croire, Monsieur, à ma haute considération.

Le Maire,
N. BOYER

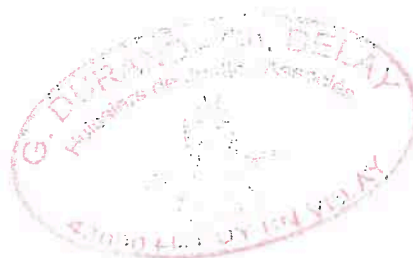


CL4

MAIRIE
ST PAUL DE TARTAS



Saint Paul de Tartas,
Le 3 décembre 2020,



Monsieur,

En réponse à votre courrier du 26 novembre dernier, je souhaite vous apporter les précisions suivantes.
Le portail à deux vantaux dont vous parlez a cédé sous les rafales de vent, les voisins, afin de se protéger des intempéries ont repositionné le portail au plus vite.

Comme vous, je pense également que la situation devient infernale aussi bien pour vous que pour vos voisins, je vous invite à prendre un peu de recul et à défocaliser. Avec la crise sanitaire que nous vivons, je vous invite à entrer dans un mental positif, d'être à l'écoute des autres et à profiter de chaque instant plutôt que l'élever la voix et d'entrer en contrariété.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes respectueuses salutations.

Marie-Laure Mugnier
Maire de St Paul de Tartas

Clichés pris par les soins de Me. **Christophe DELAY** – huissier de justice associé à **LE PUY EN VELAY** (43000) le cinq mai deux mil vingt et un (05.05.2021) aux environs de 15 Heures 10 sur le territoire de la commune de **SAINT PAUL DE TARTAS** (43420).

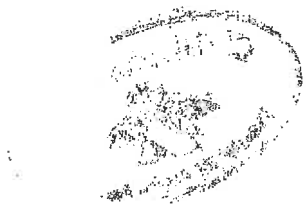






Christophe DELAY
Justice Associé





CH4





C14



the DELAY
Hui
Associé







stophe DELAY
de Justice Associé

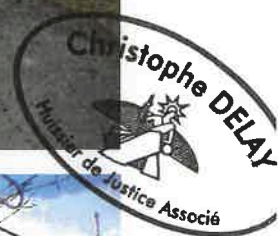
















M. RICH Dorian

2608 2025

176 rue de la Chapelle
43420 St Paul de Tence

M. Le commissaire enquêteur

Je tiens à déclarer de désolater et de
déclassez une partie de l'imposée Thelle.

Cette imposée désolater la loi 815, les parcelles
A810 et A568. Aucune précision n'est indiquée pour
indiquer la partie de l'imposée concernée.

Il peut bien paraître que les lois 814-817-818
appartiennent aux parcelles de M. Le Maire, car
encore une fois pour moi est un conflit d'intérêt
entre deux élus de pouvoir.

Je tiens à déclarer de l'ouverture de l'enquête publique
à la demande de publiée sur les sites concernés
aux personnes habitées de la mairie, mais pas sur
le site de la commune d'Alençon. Tous les points concernés
sont marqués, pas du tout habités et arguements,
on ne connaît pas le droit exact. Cette enquête est
pilotée par mes d'Alençon sur 2 après midi ou une des
deux d'Alençon est possible et n'a pas été indiquée par
M. Le Maire comme ça lui a été demandé.



C/6

28/08/2025

M^r HAON Michel

M^r HAON Eric

240, Route de S^t PAUL

43420 SAINT PAUL de TARTAS

Objet: Enquête publique portant déclassement d'une partie
de voie communale (Vc 13 Impasse TREILLE)

La Vc 13 Impasse TREILLE (cadastrée Rue TREILLE - BORIE)
doit rester affectée à l'usage public.

Elle dessert la parcelle bâtie A 815 et la parcelle non bâtie
A 568 (né) du fait d'une servitude agricole.





